

Je songe aussi à certains points, comme par exemple la décision de ranger un article "dans la catégorie ou la classe des articles fabriqués au Canada". Mais il faut parfois des mois avant que nos efforts aboutissent à une déclaration de la part du ministère du Revenu national. Il y a dans ma propre circonscription des sociétés comme la *Brydon Brass Manufacturing Company Limited*, qui graduellement deviennent en mesure de fabriquer, pour la vente au Canada, un produit qui, puisqu'ici, n'était fabriqué qu'aux États-Unis. Pourtant, il s'est toujours écoulé passablement de temps avant qu'elles puissent obtenir ce à quoi elles ont droit sous le régime du règlement du ministère du Revenu national.

Il y a, de plus, la maison *Wilson and Cousins* établie dans ma circonscription. Nous avons échangé des lettres à propos de cette société afin de faire comprendre au ministère qu'il s'agit uniquement d'une question de terminologie quand on veut déterminer si un article a été complètement ouvré ou seulement semi-ouvré avant son importation au Canada. C'est un point très important dont peut dépendre la capacité d'un établissement de continuer de fabriquer un certain produit et d'obtenir de bons résultats dans le domaine où il s'est engagé. Encore une fois, cherchons à déterminer s'il serait possible, dans les cadres du ministère du Commerce, d'établir un organisme auquel ces divers problèmes, — comme celui "de la catégorie ou de la classe d'un article fabriqué au Canada", ou d'autres problèmes comme celui de l'approbation de l'Association canadienne des standards, — pourraient être exposés de façon qu'il soit possible d'aider les intéressés. Je songe ici à un éditorial paru le 19 mars 1955 dans le *Chronicle-Telegram* de Québec. En voici un passage:

Pourquoi ne pas songer sérieusement à accroître la production des articles dans la fabrication desquels entrent nos matières premières? Dans la plupart des cas, nous disposons des moyens de fabrication. Pourquoi ne pas transformer ici nos matières premières et exporter ensuite un produit ouvré? Nous ne manquons ni des moyens nécessaires, ni de la main-d'œuvre ni de l'énergie électrique. Nous ne sommes guère excusables de laisser se perdre les avantages que cet effort industriel vaudrait à notre pays.

Voilà un moyen d'assistance qui nous permettrait de pénétrer dans le domaine de la production secondaire et de favoriser réellement le commerce canadien. Je suis donc reconnaissant envers l'honorable député de Saskatoon. La difficulté qu'il éprouve à l'égard de l'Association canadienne des standards est peut-être différente. J'espère que tout article ouvré importé au Canada devra répondre aux normes que nous acceptons

[M. Hamilton (York-Ouest).]

ici pour la sécurité de la population canadienne.

**M. le président suppléant:** Le crédit est-il adopté?

**M. Nowlan:** Étant donné que le ministre a sans aucun doute été impressionné par les arguments qu'on lui a exposés à propos du blé cet après-midi, je tiens à lui rappeler, — ce n'est probablement pas nécessaire, — qu'il y a d'autres régions du Canada qui s'intéressent à la livre sterling tout autant que les régions productrices de blé de l'Ouest.

J'habite une région qui, à un moment donné, dépendait presque exclusivement du marché de la zone du sterling. Notre unique produit, les pommes de la vallée d'Annapolis, se vendait sur le marché britannique. A un moment donné, nous exportions en Grande-Bretagne plus de pommes que tous les autres pays du Commonwealth britannique réunis. A cause de circonstances contre lesquelles les gouvernements ne pouvaient rien, la situation a changé et pendant un certain temps nous n'avons pas vendu de pommes. L'an dernier, nous avons vendu un nombre relativement faible de caisses de pommes.

**Le très hon. M. Howe:** Tout ce que vous aviez.

**M. Nowlan:** Non.

**Le très hon. M. Howe:** Le gouvernement canadien a dû payer une part des frais.

**M. Nowlan:** C'était une part appréciable de notre récolte de l'an dernier. Je reconnais qu'à cause des dommages causés par l'ouragan Edna qui a dépouillé nos pommiers, notre récolte n'a pas été abondante. Sans cet ouragan, nous aurions pu vendre plus de pommes à la Grande-Bretagne. La situation n'est plus la même cette année. Je suis heureux que le ministre nous ait rappelé que la récolte de l'an dernier n'a pas été très abondante. Je lui signale que, d'après ce que nous pouvons prévoir, nous récolterons plus de pommes cette année. De fait, nous aurons notre récolte la plus abondante depuis la transformation effectuée après la guerre.

Non seulement les producteurs de la vallée d'Annapolis veulent-ils profiter de toute occasion qui peut leur être offerte d'accroître leurs marchés en Grande-Bretagne, mais ils attendent avec la plus grande anxiété que ces occasions se présentent. J'ai dans mes dossiers plusieurs lettres datant de l'an dernier dans lesquelles divers acheteurs de Grande-Bretagne louent la qualité de notre produit. Le ministre et surtout son collègue de l'agriculture savent que nos exportations consistaient uniquement en pommes de la variété culinaire, vendues en barils. Bien que d'une catégorie relativement inférieure, à des fins de